

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202429]

**4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture les articles D.4, D.17 et D.134, alinéas 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 indiquant les exigences auxquelles les matériels de multiplication de certains genres ou espèces de *Palmae* doivent satisfaire en ce qui concerne *Rhynchophorus ferrugineus* (Olivier);

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2000 établissant les fiches indiquant les conditions auxquelles les matériels de multiplication des plantes ornementales et les plantes ornementales doivent satisfaire, instituant les mesures d'application relatives à la surveillance et au contrôle des fournisseurs desdits matériels, de leurs établissements et des laboratoires, agréant les laboratoires et fixant des mesures d'application supplémentaires pour les listes des variétés des plantes précitées, listes tenues par les fournisseurs;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2018;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 22 novembre 2018;

Vu le rapport du 7 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 20 mars 2019;

Vu l'avis n° 65.009/4 du Conseil d'État, donné le 22 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales***Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la directive 98/56/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales, ci-après dénommée directive 98/56/CE.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :1<sup>o</sup> le matériel de multiplication: un matériel végétal destiné à la multiplication de plantes ornementales ou à la production de plantes ornementales;2<sup>o</sup> la multiplication: la reproduction par voie végétative ou autre;3<sup>o</sup> le fournisseur: toute personne physique ou morale faisant profession de commercialiser ou d'importer du matériel de multiplication;4<sup>o</sup> la commercialisation: la vente y compris le maintien à disposition ou en stock, l'exposition pour la vente, l'offre à la vente ou la livraison par un fournisseur à une autre personne;5<sup>o</sup> le lot: un certain nombre d'éléments d'un produit unique, identifiable par l'homogénéité de sa composition et de son origine;6<sup>o</sup> le Code : le Code wallon de l'Agriculture;7<sup>o</sup> le Service: la Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'Eau et du Bien-être animal de l'administration;8<sup>o</sup> la phytotoxicité : le certificat requis pour les distributeurs, conseillers et utilisateurs de produits phytopharmaceutiques, défini à l'article 2, 11<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.Dans le cas de productions effectuées à partir de plantes complètes, la définition mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, s'applique uniquement dans la mesure où la plante ornementale qui en résulte est destinée à être commercialisée.**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté concerne la commercialisation des matériels de multiplication de plantes ornementales.

§ 2. Le présent arrêté n'est pas applicable :

1<sup>o</sup> aux matériels dont il est prouvé qu'ils sont destinés à l'exportation vers des pays non-membres de l'Union européenne, s'ils sont identifiés comme tels et suffisamment isolés;2<sup>o</sup> aux matériels dont les produits ne sont pas destinés à des fins ornementales, s'ils relèvent d'autres actes législatifs communautaires concernant la commercialisation des dits matériels.

§ 3. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut décider que tout ou partie des exigences prévues par le présent arrêté ne sont pas applicables aux semences de certaines espèces ou de certains groupes de plantes lorsqu'elles sont destinées à produire de nouveaux matériels de multiplication et lorsqu'il n'existe pas un rapport significatif entre la qualité de ces semences et celle du matériel qui en est issu.

CHAPITRE II. — *Organisme de contrôle***Art. 4.** Le Service est désigné comme l'organisme officiel responsable au sens de l'article 2, 4), de la directive 98/56/CE.Les tâches de contrôle mentionnées aux articles 16 et 17, alinéa 1<sup>er</sup>, sont déléguées à des organismes de contrôle.

Le Ministre agréé les organismes de contrôle visés à l'alinéa 2.

Les organismes de contrôle mentionnés à l'alinéa 2 sont des personnes morales, de droit public ou de droit privé, chargées exclusivement de tâches d'intérêt public spécifiques et qui ne tirent aucun profit personnel du résultat des mesures qu'elles prennent.

En l'absence d'organisme de contrôle agréé visé à l'alinéa 2, le Service effectue les tâches de contrôle mentionnées aux articles 16 et 17, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'être agréé, l'organisme de contrôle visé à l'article 4, alinéa 2 :

1° adresse sa demande d'agrément au Service;

2° dispose d'un agrément valable délivré soit en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°, l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures, soit de l'article 10 de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire;

3° dispose d'un personnel qualifié pour les contrôles et ayant une connaissance approfondie des conditions fixées dans le présent arrêté;

4° dispose, sur le territoire de la Belgique, d'un bureau à partir duquel les contrôles des fournisseurs sont organisés et où est disponible le registre complet des contrôles effectués;

5° désigne une personne physique responsable de l'ensemble des contrôles réalisés dans le cadre du présent arrêté et du contact avec le Service.

§ 2. Le contenu de la demande d'agrément contient :

1° la dénomination, le siège social de l'organisme de contrôle et la liste des administrateurs;

2° la preuve de son agrément auprès de l'AFSCA;

3° l'adresse du bureau visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°;

4° l'identité du personnel chargé des contrôles ainsi qu'une copie de tous les renseignements relatifs à l'expérience utile visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°;

5° l'identification de la personne physique, visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, responsable de l'ensemble des contrôles réalisés;

6° une déclaration sur l'honneur que les conditions fixées à l'article 7 sont strictement respectées.

Si l'organisme de contrôle dispose d'un agrément valable délivré en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures, il transmet uniquement les informations mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 6°.

Le Ministre peut modifier le contenu de la demande d'agrément.

L'autorité en charge de la gestion et de la conservation de données visées au paragraphe 2 est le Service. Les données sont conservées à des fins de communication entre l'autorité et l'organisme de contrôle ainsi qu'à des fins de contrôle. Elles sont conservées aussi longtemps que l'organisme de contrôle conserve son agrément et pour une durée maximale de dix ans après que l'organisme de contrôle a cessé ses activités ou perdu son agrément.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Pour garder son agrément, l'organisme de contrôle :

1° effectue les contrôles visés par le présent arrêté;

2° tient à jour une liste :

a) des fournisseurs enregistrés auprès de l'organisme de contrôle;

b) des fournisseurs contrôlés par l'organisme de contrôle;

3° tient à jour un registre des contrôles effectués dans lequel sont repris :

a) la nature, la date et le résultat du contrôle;

b) tous les renseignements concernant le respect des conditions de production et de commercialisation reprises dans le présent arrêté;

c) le nom du contrôleur;

4° tient à la disposition du Service toute documentation relative aux fournisseurs enregistrés;

5° informe immédiatement le Service de toute modification majeure survenant dans sa structure, son personnel et son organisation pour ce qui concerne les activités soumises à l'agrément;

6° assure l'accès au système de contrôle à tout fournisseur qui respecte les dispositions du présent arrêté, s'enregistre et paie sa contribution aux frais de contrôle;

7° ne met à la disposition de tiers aucune information recueillie dans le cadre des missions de contrôle et émanant du Service ou des fournisseurs contrôlés, sauf autorisation écrite du fournisseur qui est à la base de l'information;

8° informe immédiatement le Service de tout manquement aux obligations des fournisseurs prévues dans le présent arrêté constaté lors des contrôles;

9° permet à son personnel effectuant les contrôles de participer à un recyclage organisé par le Service;

10° effectue des contrôles additionnels au contrôle trisannuel visé à l'article 16.

L'organisme de contrôle communique au Service une version électronique de la liste des fournisseurs visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du registre des contrôles visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et des résultats des contrôles effectués ainsi qu'une synthèse de ces contrôles, au plus tard le trente et un mars de chaque année.

§ 2. Le contenu de la liste visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, contient :

1° son numéro d'enregistrement auprès de la banque carrefour des entreprises et, s'il en dispose, le numéro d'enregistrement au Système Intégré de Gestion et de Contrôle, SIGEC;

2° son nom en majuscules et son prénom, ou ceux du responsable s'il s'agit d'une société, son adresse ainsi que, s'il y a lieu, ses numéros de téléphone fixe et mobile, de télécopie et son adresse de courrier électronique;

3° le cas échéant, le numéro du certificat de phytolice des personnes qui en sont titulaires.

Le Ministre peut modifier le contenu de la liste visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

§ 3. L'organisme de contrôle agréé met en œuvre des procédures pour protéger l'intégrité des données visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 4°, et en maintenir la sauvegarde lorsqu'elles sont conservées sous format numérique.

§ 4. Les contrôles visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, sont réalisés par sondage chez au moins dix pour cent sur base annuelle des utilisateurs que l'organisme a contrôlés au cours des deux années précédentes. Le choix des exploitations ou entreprises à contrôler est fait aléatoirement ou peut être orienté au moyen d'une analyse de risques réalisée par l'organisme.

Le contrôle additionnel est annoncé à l'utilisateur au cours des deux à cinq jours ouvrables qui le précèdent.

§ 5. L'organisme de contrôle est responsable de la gestion et de la conservation de données de la liste visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>. Il conserve ces données pour une durée maximale de dix ans à des fins de contrôle en application du présent arrêté. L'autorité en charge de la gestion et de la conservation de données de la liste visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est le Service. Le service conserve ces données à des fins de contrôle et de traçabilité en exécution des réglementations européennes en vigueur. Elles sont conservées pour une durée maximale de dix ans.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les organismes de contrôle agréés sont soumis au contrôle du Service. Le directeur du Service peut demander tout renseignement utile tant à l'organisme de contrôle qu'aux fournisseurs. Le Service vérifie que l'organisme de contrôle satisfait aux exigences énoncées à l'article 6.

§ 2. Le directeur du Service notifie à l'organisme de contrôle, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code, un rapport sur les manquements constatés, si soit :

1<sup>o</sup> la vérification visée au paragraphe 1<sup>er</sup> révèle que l'organisme de contrôle ne satisfait pas aux exigences énoncées à l'article 6;

2<sup>o</sup> l'organisme refuse de fournir, à la demande du directeur du Service, les renseignements nécessaires ou les pièces justificatives dans les délais mentionnés dans la demande;

3<sup>o</sup> les contrôles sont freinés ou empêchés par l'organisme de contrôle.

§ 3. Dans un délai de deux mois à compter de la réception du rapport visé au paragraphe 2, l'organisme de contrôle fournit au Service, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, une proposition d'actions correctives et un délai dans lequel elles sont mises en œuvre.

Sur la base de la proposition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> le directeur du Service prend une décision sur les actions correctives et le délai dans lequel elles sont exécutées. Il communique la décision à l'organisme de contrôle dans les trente jours ouvrables.

§ 4. Si l'organisme de contrôle n'exécute pas les mesures correctives dans le délai prévu par la décision visée au paragraphe 3, alinéa 2, le directeur du Service, via un envoi ayant date certaine au sens de l'article D.15 du Code, le somme de se justifier auprès du Service. Si le Service accepte la justification fournie, un délai final est imposé à l'organisme de contrôle pour exécuter les mesures correctives.

§ 5. Si le Service n'accepte pas la justification ou si l'organisme de contrôle n'exécute pas les actions correctives dans le délai prévu par la décision visée au paragraphe 4, le Ministre peut retirer l'agrément. Le directeur du Service informe l'organisme de contrôle de cette proposition.

§ 6. En dérogation à l'article 19, le Ministre décide du retrait ou non de l'agrément. Le retrait de l'agrément est notifié par envoi conférant date certaine au sens de l'article D.15 du Code à l'organisme de contrôle, en indiquant les voies de recours possibles. Le retrait est publié sur le site internet du Portail de l'agriculture.

Un recours à l'encontre de la décision du Ministre peut être introduit devant le Gouvernement conformément à l'article D.17, § 1<sup>er</sup>, du Code dans un délai de trente jours à dater de la réception de la décision.

En application de l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut être entendu, à sa demande, par le Gouvernement ou un de ses représentants.

§ 7. En cas de retrait de son agrément, l'organisme de contrôle informe de la décision officielle, à ses frais et sans retard, tous les fournisseurs qu'il a enregistrés, tant individuellement que par le biais de son site internet. Il attire notamment leur attention sur l'urgence de se mettre sous contrôle d'un autre organisme de contrôle. Il transfère sans frais, dans les deux mois de la notification du retrait, leurs dossiers aux nouveaux organismes de contrôle auprès desquels les fournisseurs s'enregistrent.

Les dossiers mentionnés au premier alinéa du présent article contiennent :

1<sup>o</sup> les informations requises à l'article 6, § 2, au sujet du fournisseur;

2<sup>o</sup> la date d'enregistrement auprès de l'organisme de contrôle;

3<sup>o</sup> les dates de contrôle du fournisseur;

4<sup>o</sup> les rapports et résultats des contrôles du fournisseur;

5<sup>o</sup> la liste des cultures présentes dans l'entreprise du fournisseur.

### CHAPITRE III. — Conditions applicables au matériel de multiplication

**Art. 8.** Les fournisseurs commercialisent des matériels de multiplication uniquement si ces matériels satisfont aux exigences du présent arrêté.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable aux matériels de multiplication destinés soit à :

1<sup>o</sup> des fins expérimentales ou scientifiques;

2<sup>o</sup> des travaux de sélection;

3<sup>o</sup> la conservation de la diversité génétique.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre établit, le cas échéant, les modalités d'application détaillées de l'alinéa 2.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 3, les matériels de multiplication, lors de leur commercialisation :

1<sup>o</sup> sont, au moins d'après l'examen visuel, essentiellement indemnes d'organismes nuisibles affectant leur qualité ainsi que de tout signe ou symptôme de tels organismes réduisant leur utilité;

2<sup>o</sup> sont essentiellement indemnes de tout défaut susceptible d'affecter leur qualité de matériels de multiplication;

3<sup>o</sup> présentent une vigueur et des dimensions satisfaisantes eu égard à leur utilité en tant que matériel de multiplication;

4<sup>o</sup> dans le cas de semences, ont une capacité germinative satisfaisante;

5° ont, s'ils sont commercialisés avec référence à une variété conformément à l'article 13, une identité et une pureté variétale satisfaisante.

Tout matériel de multiplication présentant des signes ou des symptômes visibles de la présence d'organismes nuisibles est traité de manière adéquate ou, le cas échéant, retiré.

§ 2. Dans le cas des matériels de *Citrus*, les dispositions suivantes sont également respectées :

1° ils sont dérivés de matériels initiaux qui ont été contrôlés et qui ne présentent aucun symptôme de virus, mycoplasmes ou maladie;

2° ils ont été contrôlés et sont effectivement indemnes de tels virus, mycoplasmes ou maladies depuis le début du dernier cycle de végétation;

3° dans le cas de greffages, ils ont été greffés sur des porte-greffes autres que ceux qui sont sensibles aux viroïdes.

§ 3. Dans le cas des bulbes de fleurs, les matériels de multiplication sont dérivés directement de matériels qui ont été contrôlés au stade de la culture et qui sont effectivement indemnes d'organismes nuisibles et de maladies, ainsi que des signes et des symptômes desdits organismes et maladies.

§ 4. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut établir, pour une espèce ou un genre particulier, une fiche prévoyant les conditions de qualité supplémentaires auxquelles le matériel de multiplication satisfait lors de sa commercialisation. Un genre ou une espèce est uniquement inclus dans la fiche s'il est prouvé que de telles règles supplémentaires sont nécessaires.

Pour déterminer cette nécessité, les critères ci-après sont applicables :

1° l'existence de problèmes quant à la qualité du matériel de multiplication de l'espèce ou du genre concerné qui peuvent uniquement être résolus de manière satisfaisante par des mesures législatives;

2° l'importance économique des matériels de multiplication de l'espèce ou du genre concerné;

3° la cohérence avec des normes internationales éventuelles relatives aux organismes réglementés non de quarantaine.

#### CHAPITRE IV. — Conditions applicables aux fournisseurs de matériels de multiplication

**Art. 10.** Les fournisseurs sont enregistrés auprès d'un organisme de contrôle agréé, visé à l'article 4, alinéa 2. Pour pouvoir être enregistré, le fournisseur communique sa demande d'enregistrement à l'organisme de contrôle. Dans le cas où le fournisseur change d'organisme de contrôle, il en avertit l'organisme de contrôle auprès duquel il est enregistré et introduit sa demande auprès du nouvel organisme de contrôle. Sur demande du nouvel organisme de contrôle, l'organisme de contrôle précédent lui transmet immédiatement l'ensemble des données nécessaires à la continuité des activités de contrôle concernant le fournisseur qui change d'organisme de contrôle.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les fournisseurs sont officiellement enregistrés auprès du Service pour les activités qu'ils exercent conformément au présent arrêté.

Les fournisseurs déjà enregistrés en vertu de l'arrêté royal du 21 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales sont automatiquement enregistrés aux fins du présent arrêté. Ces fournisseurs se conforment néanmoins aux exigences du présent arrêté.

Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas aux fournisseurs qui commercialisent uniquement auprès de personnes dont ce n'est pas la profession de produire ou de vendre des plantes ornementales ou des matériels de multiplication. Ces fournisseurs se conforment néanmoins aux exigences du présent arrêté.

**Art. 11.** Les fournisseurs qui produisent des matériels de multiplication :

1° identifient et surveillent les points critiques de leur processus de production qui ont des répercussions sur la qualité des matériels;

2° conservent des informations relatives à la surveillance visée au 1°, aux fins d'une consultation sur demande du Service ou de l'organisme de contrôle auprès duquel ils sont enregistrés;

3° prélèvent, le cas échéant, des échantillons à analyser dans un laboratoire disposant d'installations et de compétences appropriées;

4° veillent à ce que les lots de matériels de multiplication restent identifiables séparément pendant la production.

En cas d'apparition, dans les installations d'un fournisseur produisant des matériels de multiplication, d'un organisme nuisible cité dans la directive 2000/29/CE du Conseil du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté, le fournisseur le signale au Service et applique toutes les mesures prévues par ce dernier.

Lorsque les matériels de multiplication sont commercialisés, les fournisseurs enregistrés gardent des registres de leurs ventes ou achats pendant au moins trois ans.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre établit, le cas échéant, les règles régissant l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE V. — Commercialisation et étiquetage du matériel de multiplication

**Art. 12.** Les matériels de multiplication sont commercialisés en lots. Toutefois, des lots différents peuvent être commercialisés en un envoi unique à condition que le fournisseur tienne des registres de la composition et de l'origine des différents lots.

Pour la commercialisation, les matériels de multiplication sont accompagnés d'une étiquette ou d'un autre document émis par le fournisseur.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre établit les exigences relatives à l'étiquette ou au document du fournisseur mentionnées à l'alinéa 2. Lorsqu'il s'agit de la commercialisation de matériels de multiplication à des personnes dont ce n'est pas la profession de produire ou de vendre des plantes ornementales ou des matériels de multiplication, les exigences en matière d'étiquetage peuvent se limiter aux informations appropriées concernant le produit.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre établit, le cas échéant, les exigences relatives à l'emballage des matériels de multiplication.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas au matériel de multiplication qui est commercialisé à des personnes dont ce n'est pas la profession de produire ou de vendre des plantes ornementales ou des matériels de multiplication.

**Art. 13.** Les matériels de multiplication peuvent uniquement être commercialisés avec référence à une variété si la variété concernée est soit :

1° protégée légalement par un droit d'obtention conformément aux dispositions relatives à la protection des nouvelles variétés et enregistrée officiellement;

2° de connaissance commune;

3° inscrite sur une liste tenue par un fournisseur, avec sa description détaillée et sa dénomination.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, cette liste est établie conformément à des directives internationales acceptées, lorsqu'elles sont applicables. Cette liste est communiquée par tout moyen conférant date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, au Service, sur demande.

Lorsque des matériels de multiplication sont commercialisés avec une référence à un groupe de plantes plutôt qu'à une variété visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le fournisseur indique le groupe de plantes de manière à éviter toute confusion avec une dénomination de variété.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre établit, le cas échéant, des modalités complémentaires de mise en œuvre de la liste du fournisseur mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

#### CHAPITRE VI. — *Matériel de multiplication soumis à des conditions moins strictes*

**Art. 14.** Si des difficultés passagères impossibles à surmonter au sein de l'Union européenne surgissent au niveau de l'approvisionnement en matériels de multiplication satisfaisant aux exigences du présent arrêté, le Ministre peut, conformément aux décisions de l'Union européenne, adopter des dispositions visant à soumettre la commercialisation de matériels de multiplication à des exigences moins strictes.

#### CHAPITRE VII. — *Matériel de multiplication produit dans des pays tiers*

**Art. 15.** Un fournisseur peut uniquement importer des matériels de multiplication d'un pays non membre de l'Union européenne si une décision européenne établit que les matériels de multiplication produits dans ce pays offrent à tous égards des garanties équivalentes à celles des matériels produits conformément à la directive 98/56/CE.

En l'absence de la décision européenne mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des matériels de multiplication peuvent uniquement être importés de pays non membres de l'Union européenne à condition que le fournisseur qui les importe s'assure, au préalable, qu'ils offrent des garanties équivalentes, à tous égards, à celles des matériels produits dans l'Union européenne conformément à la directive 98/56/CE, notamment pour ce qui est de la qualité, de l'identification et des caractéristiques phytosanitaires.

L'importateur notifie au Service les matériels importés en application de l'alinéa 2 et conserve la preuve écrite de son contrat avec le fournisseur du pays tiers.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut, le cas échéant, établir les dispositions d'application relative à la procédure à suivre et aux exigences supplémentaires auxquelles satisfont les importations de matériel de multiplication de pays non membre de l'Union européenne.

#### CHAPITRE VII. — *Contrôle*

**Art. 16.** Le Service ou l'organisme de contrôle effectue des contrôles, au moins tous les trois ans et au moins chez les fournisseurs qui commercialisent auprès de personnes dont la profession est de produire ou de vendre des plantes ornementales ou des matériels de multiplication, pour vérifier leur conformité aux exigences prévues dans le présent arrêté. Le Service ou l'organisme de contrôle peut aussi prélever des échantillons pour vérifier la conformité. Lors du contrôle et de la surveillance, les agents du Service ou de l'organisme de contrôle ont, à tout moment raisonnable, librement accès à toutes les parties des installations des fournisseurs.

Les modalités d'application détaillées des contrôles officiels prévus par le présent arrêté sont, le cas échéant, arrêtées par le Ministre, conformément aux décisions de l'Union européenne.

**Art. 17.** S'il est constaté, lors des contrôles officiels visés à l'article 16 ou des essais visés à l'alinéa 4, que les matériels de multiplication ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, le Service ou l'organisme de contrôle veille à ce que le fournisseur prenne toute mesure appropriée pour y remédier ou, si cela n'est pas possible, le Service interdit la commercialisation de ces matériels de multiplication dans l'Union européenne.

S'il est constaté que les matériels de multiplication commercialisés par un fournisseur ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, le Service veille à ce que des mesures appropriées soient prises à l'encontre de ce fournisseur.

Toute mesure prise en application de l'alinéa 2 est levée dès qu'il est établi avec une certitude suffisante que les matériels de multiplication destinés à la commercialisation par le fournisseur sont, à l'avenir, conformes aux prescriptions du présent arrêté.

Le Service réalise des essais ou, le cas échéant, des tests sur des échantillons afin de vérifier la conformité des matériels de multiplication aux prescriptions et conditions du présent arrêté.

**Art. 18.** La commercialisation de matériels de multiplication conformes aux prescriptions du présent arrêté n'est soumise à aucune restriction en ce qui concerne le fournisseur, la qualité, les aspects phytosanitaires, l'étiquetage et l'emballage, en dehors de celles prévues par le présent arrêté.

**Art. 19.** Toute personne concernée par une décision prise en vertu du présent arrêté peut introduire un recours devant l'inspecteur général du département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal conformément à l'article D.17, § 1<sup>er</sup>, du Code dans un délai de trente jours à dater de la réception de la décision.

En application de l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut être entendu, à sa demande, par l'inspecteur général du département du Développement, des Cours d'eau, de la Ruralité et du Bien-être animal ou son délégué.

En application de l'article D.17, § 3, une copie du recours et de la décision contestée est notifiée par l'inspecteur général du département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal concomitamment à la notification de la décision à la personne ayant introduit le recours au Service.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 20.** Les fournisseurs inscrits auprès d'un d'organisme de contrôle agréé visé à l'article 4, alinéa 2, sont exemptés de la rétribution fixée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2017 fixant les redevances et rétributions dues pour l'exécution des mesures prises en relation avec le contrôle de la production et de la commercialisation des semences et plants, à l'annexe 2, tableau 2, à la sixième ligne.

**Art. 21.** L'arrêté royal du 21 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales est abrogé.

**Art. 22.** Sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du premier arrêté ministériel d'exécution de l'article 9, § 4, de l'article 12, alinéa 3, et de l'article 13, alinéa 3 :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 indiquant les exigences auxquelles les matériels de multiplication de certains genres ou espèces de *Palmae* doivent satisfaire en ce qui concerne *Rhynchophorus ferrugineus* (Olivier);

2° l'arrêté ministériel du 19 février 2000, établissant les fiches indiquant les conditions auxquelles les matériels de multiplication des plantes ornementales et les plantes ornementales doivent satisfaire, instituant les mesures d'application relatives à la surveillance et au contrôle des fournisseurs desdits matériels, de leurs établissements et des laboratoires, agréant les laboratoires et fixant des mesures d'application supplémentaires pour les listes des variétés des plantes précitées, listes tenues par les fournisseurs.

**Art. 23.** Les articles D.68 à D.79, du chapitre 2 du titre 3 du Code wallon de l'Agriculture entrent en vigueur.

**Art. 24.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202429]

**4. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial von Zierpflanzen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17 und D.134 Absatz 1 Ziffern 2, 6, 8 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1999 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial von Zierpflanzen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 zur Bestimmung der Anforderungen an Vermehrungsmaterial bestimmter Gattungen oder Arten von *Palmae* im Hinblick auf *Rhynchophorus ferrugineus* (Olivier);

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 19. Februar 2000 zur Festlegung der Tabelle mit den Anforderungen an Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Zierpflanzenarten, mit Durchführungsvorschriften für die Überwachung und Überprüfung von Versorgern des genannten Materials, ihrer Einrichtungen und der Labors, zur Zulassung der Labors und zur Festlegung der zusätzlichen Durchführungsvorschriften für die Verzeichnisse der vorerwähnten Pflanzensorten, die von den Versorgern geführt werden;

Aufgrund der am 30. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. November 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 22. November 2018;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 7. November 2018;

Aufgrund des am 20. März 2019 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 22. Januar 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 65.009/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass dient der Umsetzung der Richtlinie 98/56/EG des Rates vom 20. Juli 1998 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial von Zierpflanzen, nachstehend Richtlinie 98/56/EG genannt.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Vermehrungsmaterial: das Pflanzenmaterial, das bestimmt ist zur Vermehrung von Zierpflanzen oder zur Erzeugung von Zierpflanzen;

2° Vermehrung: die Reproduktion auf vegetativem oder anderem Wege;

3° Versorger: die natürliche oder juristische Person, die berufsmäßig Vermehrungsmaterial in Verkehr bringt oder einführt;

4° Inverkehrbringen: der Verkauf einschließlich der Bereithaltung oder Lagerhaltung, die Ausstellung im Hinblick auf den Verkauf und das Angebot zum Verkauf oder die Lieferung durch einen Versorger an eine andere Person;

5° Partie: eine bestimmte Stückzahl ein und derselben Ware, die in Bezug auf Zusammensetzung und Ursprung homogen ist;

6° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

7° Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der Verwaltung;

8° Phytolizenz: das für die Vertreiber, Berater und Anwender von Pflanzenschutzmitteln erforderliche Zertifikat nach Artikel 2 Ziffer 11 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 zur Verwirklichung einer nachhaltigen Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffe.

Bei Erzeugung von vollständigen (fertigen) Pflanzen gilt die in Absatz 1 Ziffer 1 angeführte Begriffsbestimmung nur, soweit die erzeugte Zierpflanze zum weiteren Inverkehrbringen bestimmt ist.

**Art. 3 - § 1.** Der vorliegende Erlass betrifft das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial von Zierpflanzen.

§ 2. Der vorliegende Erlass gilt nicht für:

1° Vermehrungsmaterial, das nachweislich dazu bestimmt ist, in Länder, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, ausgeführt zu werden, und eindeutig als solches gekennzeichnet und hinreichend abgesondert ist;

2° Vermehrungsmaterial, das nicht zur Gewinnung von Erzeugnissen für Zierzwecke bestimmt ist, sofern es unter andere gemeinschaftliche Rechtsvorschriften für das Inverkehrbringen von derartigem Vermehrungsmaterial fällt.

§ 3. Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union kann der Minister beschließen, dass einige oder sämtliche Anforderungen des vorliegenden Erlasses nicht für Saatgut von besonderen Arten oder Pflanzengruppen gelten, sofern es zur Gewinnung von weiterem Vermehrungsmaterial bestimmt ist und es keine nennenswerte Verbindung zwischen der Qualität dieses Saatguts und der Qualität des daraus gewonnenen Materials gibt.

#### KAPITEL II — Kontrolleinrichtung

**Art. 4 -** Die Dienststelle wird als zuständige amtliche Stelle im Sinne von Artikel 2, 4) der Richtlinie 98/56/EG benannt.

Die in den Artikeln 16 und 17 Absatz 1 erwähnten Kontrollaufgaben werden den Kontrolleinrichtungen übertragen.

Der Minister erteilt den in Absatz 2 erwähnten Kontrolleinrichtungen die Zulassung.

Bei den in Absatz 2 erwähnten Kontrolleinrichtungen handelt es sich um juristische Personen des öffentlichen Rechts oder des Privatrechts, die ausschließlich für spezifische öffentliche Aufgaben zuständig sind und am Ergebnis der von ihnen getroffenen Maßnahmen kein persönliches Interesse haben.

In Abwesenheit einer zugelassenen Kontrolleinrichtung gemäß Absatz 2 führt die Dienststelle die in den Artikeln 16 und 17 Absatz 1 genannten Kontrollaufgaben durch.

**Art. 5 - § 1.** Um zugelassen zu werden, erfüllt die in Artikel 4 Absatz 2 genannte Kontrolleinrichtung die folgenden Anforderungen:

1° sie richtet einen Zulassungsantrag an die Dienststelle;

2° sie verfügt über eine gültige Zulassung, die entweder in Anwendung von Artikel 3 § 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. November 2016 über den integrierten Pflanzenschutz oder von Artikel 10 des Königlichen Erlasses vom 14. November 2003 über die Eigenkontrolle, die Meldepflicht und die Rückverfolgbarkeit in der Nahrungsmittelkette ausgestellt wurde;

3° sie verfügt über für die Durchführung von Kontrollen qualifiziertes Personal, das mit den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen bestens vertraut ist;

4° sie verfügt auf belgischem Hoheitsgebiet über ein Büro, von dem aus die Kontrollen der Versorger organisiert werden und in dem das vollständige Register der erfolgten Kontrollen zur Verfügung steht;

5° sie bezeichnet eine natürliche Person, die für die gesamten im Rahmen des vorliegenden Erlasses durchgeführten Kontrollen und die Verbindung zur Dienststelle verantwortlich ist.

§ 2. Der Zulassungsantrag umfasst:

1° die Bezeichnung und den Gesellschaftssitz der Kontrolleinrichtung und die Liste der Verwalter;

2° den Nachweis ihrer Zulassung bei der FASNK;

3° die Anschrift des in Paragraph 1 Ziffer 4 erwähnten Büros;

4° die Identität des für die Kontrollen verantwortlichen Personals und eine Kopie aller Informationen über die in Absatz 1 Ziffer 3 genannten nützlichen Erfahrungen;

5° die Identifizierung der in Paragraph 1 Ziffer 5 genannten natürlichen Person, die für alle durchgeführten Kontrollen verantwortlich ist;

6° eine ehrenwörtliche Erklärung, dass die in Artikel 7 genannten Bedingungen strikt eingehalten werden.

Verfügt die Kontrolleinrichtung über eine gültige Zulassung, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. November 2016 über den integrierten Pflanzenschutz ausgestellt wurde, so übermittelt sie lediglich die in Absatz 1, Ziffern 3 bis 6 genannten Informationen.

Der Minister kann den Inhalt des Zulassungsantrags ändern.

Die für die Verwaltung und Speicherung der in Absatz 2 genannten Daten zuständige Behörde ist die Dienststelle. Die Daten werden für Kommunikationszwecke zwischen der Behörde und der Kontrolleinrichtung sowie für Kontrollzwecke aufbewahrt. Sie sind so lange aufzubewahren, wie die Kontrolleinrichtung ihre Zulassung behält, und zwar für einen Zeitraum von höchstens zehn Jahren, nachdem die Kontrolleinrichtung ihre Tätigkeit eingestellt oder ihre Zulassung verloren hat.

**Art. 6 - § 1.** Um ihre Zulassung zu behalten, muss die Kontrolleinrichtung:

1° die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Kontrollen durchführen;

2° eine Liste führen über:

a) die bei der Kontrolleinrichtung registrierten Versorger;

b) die von der Kontrolleinrichtung kontrollierten Versorger;

3° laufend über die durchgeführten Kontrollen Buch führen mit folgenden Angaben:

a) Art, Datum und Ergebnis der Kontrolle;

b) alle Angaben bezüglich der Beachtung der in dem vorliegenden Erlass angeführten Produktions- und Vermarktungsbedingungen;

c) den Namen des Kontrolleurs;

4° der Dienststelle alle Unterlagen über registrierte Versorger zur Verfügung stellen;

5° die Dienststelle unverzüglich über jede wesentliche Änderung bezüglich ihrer Struktur, ihres Personals und der Organisation ihrer zulassungspflichtigen Tätigkeiten informieren;

6° jedem Versorger, der die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beachtet, sich registrieren lässt und seine Beteiligung an den Kosten für die Kontrolle zahlt, Zugang zum Kontrollsystem garantieren;

7° Dritten keinerlei Informationen zur Verfügung stellen, die er im Rahmen ihrer Kontrollaufgaben von der Dienststelle oder den kontrollierten Versorgern erhalten hat, es sei denn, der Versorger, von dem die Informationen ausgeht, erlaubt dies schriftlich;

8° die Dienststelle unverzüglich über jede Nichteinhaltung der in dem vorliegenden Erlass festgelegten Verpflichtungen der Versorger informieren, die bei den Kontrollen festgestellt wurden;

9° ihren Personalmitgliedern, die die Kontrollen durchführen, die Teilnahme an von der Dienststelle organisierten Fortbildungen ermöglichen;

10° neben der in Abschnitt 16 genannten dreijährigen Kontrolle zusätzliche Kontrollen durchführen.

Die Kontrolleinrichtung übermittelt der Dienststelle spätestens am 31. März jeden Jahres eine elektronische Fassung der in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Liste der Versorger, des in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnten Kontrollbuchs und der Ergebnisse der durchgeführten Kontrollen sowie eine Zusammenfassung dieser Kontrollen.

§ 2. Die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Liste umfasst:

1° ihre Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen und, falls vorhanden, ihre Eintragsnummer beim integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem "InVeKoS";

2° ihren Namen in Großbuchstaben und ihren Vornamen oder den des Verantwortlichen, falls es sich um eine Gesellschaft handelt, ihre Anschrift und gegebenenfalls ihre Festnetz-, Mobiltelefon- und Faxnummern sowie ihre E-Mail-Adresse;

3° gegebenenfalls die Nummer der Phytolizenz der Personen, die diese besitzen.

Der Minister kann den Inhalt der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Liste ändern.

§ 3. Die zugelassene Kontrolleinrichtung leitet Verfahren ein, um die Vertraulichkeit der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffern 2 bis 4 erwähnten Angaben zu gewährleisten und die Daten, insofern sie elektronisch gespeichert werden, zu sichern.

§ 4. Die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 10 erwähnten Kontrollen werden in Form von Stichproben durchgeführt bei wenigstens zehn Prozent (auf Jahresbasis) der Anwender, die die Einrichtung im Laufe der zwei vorhergehenden Jahre kontrolliert hat. Die Auswahl der zu kontrollierenden Betriebe oder Unternehmen erfolgt nach dem Zufallsprinzip. Sie kann zudem anhand einer von der Einrichtung durchgeführten Gefahrenanalyse ausgerichtet werden.

Die zusätzliche Kontrolle wird dem Anwender innerhalb von zwei bis fünf Tagen vorab mitgeteilt.

§ 5. Die Kontrolleinrichtung ist für die Verwaltung und Speicherung der Daten der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Liste zuständig. Sie bewahrt diese Daten für einen Zeitraum von höchstens zehn Jahren zu Kontrollzwecken in Anwendung des vorliegenden Erlasses auf. Die für die Verwaltung und Speicherung der Daten der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Liste zuständige Behörde ist die Dienststelle. Die Dienststelle bewahrt diese Daten zu Kontroll- und Rückverfolgbarkeitszwecken gemäß den geltenden europäischen Vorschriften auf. Sie werden für einen Zeitraum von höchstens zehn Jahren aufbewahrt.

**Art. 7 - § 1.** Die zugelassenen Kontrolleinrichtungen unterliegen der Kontrolle der Dienststelle. Der Direktor der Dienststelle kann sowohl bei der Kontrolleinrichtung als auch bei den Versorgern alle zweckdienlichen Informationen anfordern. Die Dienststelle prüft, ob die Kontrolleinrichtung die Anforderungen gemäß Artikel 6 erfüllt.

§ 2. Der Direktor der Dienststelle übermittelt der Kontrolleinrichtung durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, einen Bericht über die festgestellten Verstöße, falls:

1° die in Paragraph 1 genannte Überprüfung ergibt, dass die Kontrolleinrichtung die Anforderungen des Artikels 6 nicht erfüllt;

2° die Einrichtung sich weigert, die erforderlichen Informationen oder Belege nach einem Antrag des Direktors der Dienststelle innerhalb der in dem Antrag genannten Fristen einzureichen;

3° die Kontrollen durch die Kontrolleinrichtung behindert oder verhindert.

§ 3. Innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt des in Paragraph 2 genannten Berichts übermittelt die Kontrolleinrichtung der Dienststelle durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, einen Vorschlag für Korrekturmaßnahmen und eine Frist für ihre Durchführung.

Auf der Grundlage des in Absatz 1 genannten Vorschlags entscheidet der Direktor der Dienststelle über die Korrekturmaßnahmen und die Frist, innerhalb derer sie durchgeführt werden sollen. Er teilt der Kontrolleinrichtung seine Entscheidung innerhalb von 30 Arbeitstagen mit.



§ 4. Führt die Kontrolleinrichtung die Korrekturmaßnahmen nicht innerhalb der in der Entscheidung nach Paragraph 3 Absatz 2 vorgesehenen Frist durch, so fordert der Direktor der Dienststelle durch eine Einsendung, die ein sicheres Datum gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches besitzt, diese Einrichtung auf, sich gegenüber der Dienststelle zu rechtfertigen. Akzeptiert die Dienststelle diese Rechtfertigung, wird der Kontrolleinrichtung eine letzte Frist gesetzt, um die Korrekturmaßnahmen durchzuführen.

§ 5. Akzeptiert die Dienststelle die Rechtfertigung nicht oder führt die Kontrolleinrichtung die Korrekturmaßnahmen nicht innerhalb der in der Entscheidung nach Paragraph 4 vorgesehenen Frist durch, so kann der Minister die Zulassung entziehen. Der Direktor der Dienststelle informiert die Kontrollstelle über diesen Vorschlag.

§ 6. In Abweichung von Artikel 19 entscheidet der Minister, ob er die Zulassung entzieht oder nicht. Der Entzug der Zulassung wird der Kontrolleinrichtung unter Angabe der möglichen Beschwerdemöglichkeiten durch jedes Mittel zugestellt, das im Sinne des Artikels D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht. Der Entzug wird auf dem Internetportal der Landwirtschaft veröffentlicht.

Eine Beschwerde gegen die Entscheidung des Ministers kann bei der Regierung gemäß Artikel D.17 § 1 des Gesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der Entscheidung eingereicht werden.

In Anwendung von Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer auf seinen Antrag hin von der Regierung oder von einem ihrer Vertreter angehört werden.

§ 7. Im Falle des Entzugs der Zulassung unterrichtet die Kontrolleinrichtung alle Versorger, die sie registriert hat, sowohl persönlich als auch über ihre Website über die amtliche Entscheidung auf eigene Kosten und ohne Verzögerung. Sie weist die Versorger insbesondere darauf hin, dass es dringend erforderlich ist, sich der Kontrolle einer anderen Kontrolleinrichtung zu unterwerfen. Sie überträgt ihre Akten innerhalb von zwei Monaten nach der Notifizierung des Entzugs kostenlos an die neuen Kontrolleinrichtungen, bei denen sich die Versorger registrieren lassen.

Die in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Akten müssen Folgendes enthalten:

- 1° die in Artikel 6 § 2 vorgeschriebenen Informationen über den Versorger;
- 2° das Datum der Registrierung bei der Kontrolleinrichtung;
- 3° die Termine der Kontrolle des Versorgers;
- 4° die Berichte und Ergebnisse der Kontrollen des Versorgers;
- 5° eine Liste der im Betrieb des Versorgers angebauten Kulturen.

### KAPITEL III — Anforderungen an das Vermehrungsmaterial

**Art. 8** - Versorger dürfen Vermehrungsmaterial nur dann in den Verkehr bringen, wenn es den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entspricht.

Absatz 1 gilt nicht für Vermehrungsmaterial, das:

- 1° für Tests oder wissenschaftliche Zwecke,
- 2° für Zuchtzwecke oder
- 3° für Maßnahmen zur Erhaltung der Artenvielfalt bestimmt ist.

Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union legt der Minister gegebenenfalls die Modalitäten für die Durchführung von Absatz 2 fest.

**Art. 9** - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 3 muss das Vermehrungsmaterial beim Inverkehrbringen

- 1° zumindest dem Augenschein nach praktisch frei sein von qualitätsmindernden Schadorganismen sowie von Anzeichen oder Symptomen eines solchen Befalls, die seinen Gebrauchswert herabsetzen;
- 2° praktisch frei sein von Mängeln, die geeignet sind, seine Qualität als Vermehrungsmaterial zu mindern;
- 3° eine zufriedenstellende Wuchskraft und Größe im Verhältnis zu seinem Gebrauchswert als Vermehrungsmaterial haben;
- 4° im Falle von Saatgut über eine zufriedenstellende Keimfähigkeit verfügen;
- 5° eine zufriedenstellende Sortenidentität und Sortenechtheit besitzen, wenn es nach Artikel 13 mit einem Hinweis auf die Sorte in Verkehr gebracht wird.

Jedwedes Vermehrungsmaterial, das aufgrund sichtbarer Anzeichen oder Symptome praktisch nicht frei von Schadorganismen ist, ist in geeigneter Weise zu behandeln oder gegebenenfalls zu entfernen.

§ 2. Material von Zitrusfrüchten muss außerdem folgenden Anforderungen genügen:

- 1° es muss von kontrolliertem Basismaterial stammen, das keine Anzeichen für einen Befall durch Viren, virusartige Organismen oder Krankheiten aufweist;
- 2° es muss kontrolliert und seit Beginn des letzten Vegetationszyklus praktisch frei von den genannten Viren, virusartigen Organismen oder Krankheiten sein;
- 3° Edelreiser sind auf Unterlagen zu pflanzeln, die für Viroide nicht anfällig sind.

§ 3. Handelt es sich um Blumenzwiebeln muss Vermehrungsmaterial unmittelbar von Material stammen, das beim Aufwuchs kontrolliert wurde und von Schadorganismen und Krankheiten sowie von Anzeichen bzw. Symptomen für einen solchen Befall praktisch frei ist.

§ 4. Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union kann der Minister für eine bestimmte Gattung oder Art eine Tabelle mit zusätzlichen Bedingungen hinsichtlich der Qualität, der Vermehrungsmaterial beim Inverkehrbringen entsprechen muss, aufstellen. Eine Gattung oder Art ist nur dann in die Tabelle aufzunehmen, wenn diese zusätzlichen Vorschriften nachweislich erforderlich sind.

Für eine Entscheidung über die Notwendigkeit dieser Vorschriften werden folgende Kriterien angelegt:

- 1° Auftreten von Problemen im Zusammenhang mit der Qualität von Vermehrungsmaterial der betroffenen Art oder Gattung, die nur mit rechtlichen Mitteln zufriedenstellend gelöst werden können;
- 2° wirtschaftliche Bedeutung des Vermehrungsmaterials der betroffenen Art oder Gattung;
- 3° Übereinstimmung mit internationalen Standards betreffend Nicht-Quarantäneschadorganismen, die einer Regelung unterliegen.

#### KAPITEL IV — Anforderungen an die Versorger von Vermehrungsmaterial

**Art. 10** - Die Versorger sind bei einer zugelassenen Kontrolleinrichtung gemäß Artikel 4 Absatz 2 zu registrieren. Um registriert zu werden, muss der Versorger seinen Antrag auf Registrierung der Kontrolleinrichtung übermitteln. Wechselt der Versorger die Kontrolleinrichtung, so unterrichtet er die Kontrolleinrichtung, bei der er registriert ist, und reicht seinen Antrag bei der neuen Kontrolleinrichtung ein. Auf Antrag der neuen Kontrolleinrichtung übermittelt die bisherige Kontrolleinrichtung ihr unverzüglich alle Daten, die für die Weiterführung der Kontrolltätigkeiten in Bezug auf den Versorger, der die Kontrolleinrichtung wechselt, notwendig sind.

Unbeschadet des Absatzes 1 sind Versorger, die Tätigkeiten im Rahmen des vorliegenden Erlasses nachgehen, amtlich zu registrieren.

Versorger, die bereits gemäß dem Königlichen Erlass vom 21. Dezember 1999 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial von Zierpflanzender registriert sind, gelten als für die Zwecke des vorliegenden Erlasses registriert. Diese Versorger müssen jedoch auch die Anforderungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

Die Absätze 1 und 2 finden keine Anwendung auf Versorger, die nur an Personen vermarkten, die Zierpflanzen oder Vermehrungsmaterial nicht berufsmäßig erzeugen oder verkaufen. Diese Versorger müssen jedoch auch die Anforderungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

**Art. 11** - Versorger, die Vermehrungsmaterial erzeugen,

- 1° ermitteln und überwachen kritische Punkte im Erzeugungsprozess, welche die Qualität des Materials beeinflussen;
- 2° bewahren Informationen über die unter Ziffer 1 genannte Überwachung auf, damit sie nach einer entsprechenden Aufforderung durch die Dienststelle oder die Kontrolleinrichtung, bei der sie registriert sind, von dieser geprüft werden können;
- 3° nehmen erforderlichenfalls Proben zwecks Analyse in einem Labor mit geeigneten Einrichtungen und einschlägiger fachlicher Kompetenz;
- 4° stellen sicher, dass Partien von Vermehrungsmaterial während des Erzeugungsprozesses gesondert ermittelt werden können.

Tritt im Betrieb eines Versorgers, der Vermehrungsmaterial erzeugt, ein Schadorganismus im Sinne der Richtlinie 2000/29/EG über Maßnahmen zum Schutz der Gemeinschaft gegen die Einschleppung und Ausbreitung von Schadorganismen der Pflanzen und Pflanzenerzeugnisse auf, so unterrichtet der Versorger die Dienststelle von diesem Auftreten und führt die von dieser Stelle festgelegten Maßnahmen durch.

Wird Vermehrungsmaterial in Verkehr gebracht, führen registrierte Versorger mindestens drei Jahre lang Buch über ihre Verkäufe und Käufe.

Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union legt der Minister gegebenenfalls die Regeln für die Anwendung von Absatz 1 fest.

#### KAPITEL V — Inverkehrbringen und Kennzeichnung des Vermehrungsmaterials

**Art. 12** - Vermehrungsmaterial ist in Partien in Verkehr zu bringen. Vermehrungsmaterial verschiedener Partien kann jedoch in einer einzigen Warensendung in Verkehr gebracht werden, sofern der Versorger über die Zusammensetzung und den Ursprung der einzelnen Partien Buch führt.

Vermehrungsmaterial muss beim Inverkehrbringen von einem Etikett oder einem anderen Dokument begleitet sein, das der Versorger erstellt.

Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union legt der Minister die Anforderungen an das Etikett oder Dokument gemäß Absatz 2 fest. Wird Vermehrungsmaterial jedoch für Personen in Verkehr gebracht, die Zierpflanzen oder Vermehrungsmaterial nicht berufsmäßig erzeugen oder verkaufen, so können die Kennzeichnungsanforderungen auf eine angemessene Produktinformation beschränkt werden.

Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union legt der Minister gegebenenfalls die Anforderungen an die Verpackung von Vermehrungsmaterial fest.

Absatz 1 findet keine Anwendung auf Vermehrungsmaterial, das für Personen in Verkehr gebracht wird, die Zierpflanzen oder Vermehrungsmaterial nicht berufsmäßig erzeugen oder verkaufen.

**Art. 13** - Vermehrungsmaterial kann nur dann mit einem Hinweis auf die Sorte in Verkehr gebracht werden, wenn die betreffende Sorte

- 1° gemäß den Vorschriften über den Schutz neuer Sorten durch ein Sortenschutzrecht geschützt ist und amtlich eingetragen ist oder
- 2° allgemein bekannt ist oder
- 3° in einer von einem Versorger geführten Liste mit ihrer genauen Beschreibung und Bezeichnung aufgeführt ist.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 3 sind diese Listen in den Fällen im Einklang mit international angenommenen Leitlinien zu erstellen, in denen diese Anwendung finden. Die Listen werden der Dienststelle durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht auf Verlangen zugestellt.

Wird Vermehrungsmaterial unter Bezugnahme auf eine Pflanzengruppe und nicht - wie in Absatz 1 vorgesehen - auf eine Sorte in Verkehr gebracht, so gibt der Versorger die Pflanzengruppe auf solche Weise an, dass eine Verwechslung mit jeglicher Sortenbezeichnung vermieden wird.

Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union legt der Minister gegebenenfalls zusätzliche Durchführungsbestimmungen für die in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnte Liste des Versorgers fest.

KAPITEL VI — *Weniger strengen Anforderungen entsprechendes Vermehrungsmaterial*

**Art. 14** - Für den Fall vorübergehender, innerhalb der Europäischen Union nicht zu beseitigender Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Vermehrungsmaterial, das den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entspricht, kann der Minister gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union Vorschriften für das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial mit weniger strengen Qualitätsanforderungen erlassen.

KAPITEL VII — *In Drittländern erzeugtes Vermehrungsmaterial*

**Art. 15** - Ein Versorger darf Vermehrungsmaterial nur dann aus einem Land einführen, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, wenn eine europäische Entscheidung feststellt, dass das in diesem Land hergestellte Vermehrungsmaterial Garantien bietet, die den Garantien, welche im Einklang mit der Richtlinie 98/56/EG erzeugtes Vermehrungsmaterial bietet, in jeder Hinsicht gleichwertig sind.

Solange keine Entscheidung nach Absatz 1 getroffen wurde, darf Vermehrungsmaterial aus Ländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, nicht eingeführt werden, es sei denn, der einführende Versorger stellt vor der Einfuhr sicher, dass das einzuführende Vermehrungsmaterial Garantien bietet, die den Garantien, welche in der Europäischen Union im Einklang mit der Richtlinie 98/56/EG erzeugtes Vermehrungsmaterial bietet, in jeder Hinsicht gleichwertig sind, und zwar insbesondere in Bezug auf Qualität, Identitätsnachweis und Pflanzengesundheit.

Der Einführer unterrichtet die zuständigen amtlichen Stellen über das gemäß Absatz 2 eingeführte Material; er bewahrt die Belege über seinen Vertrag mit dem Versorger in dem Drittland auf.

Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union kann der Minister gegebenenfalls Durchführungsbestimmungen zu dem anzuwendenden Verfahren und den weiteren von den Einführern zu erfüllenden Anforderungen an das Vermehrungsmaterial aus einem Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, festlegen.

KAPITEL VII — *Kontrollmaßnahmen*

**Art. 16** - Die Dienststelle oder die Kontrolleinrichtung führt mindestens alle drei Jahre und mindestens bei den Versorgern, die an Personen vermarkten, die Zierpflanzen oder Vermehrungsmaterial berufsmäßig erzeugen oder verkaufen, Kontrollen durch, um die Einhaltung der in dem vorliegenden Erlass festgelegten Anforderungen zu überprüfen. Die Dienststelle oder die Kontrolleinrichtung kann auch Proben nehmen, um die Einhaltung der Vorschriften zu überprüfen. Die Bediensteten der Dienststelle oder der Kontrolleinrichtung erhalten bei der Überprüfung und Überwachung zu jedem angemessenen Zeitpunkt freien Zutritt zu allen Teilen der Versorgerbetriebe.

Die ausführlichen Durchführungsbestimmungen zu den in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen amtlichen Kontrollen werden gegebenenfalls vom Minister gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union erlassen.

**Art. 17** - Erweist es sich bei den amtlichen Überprüfungen nach Artikel 16 oder den Prüfungen nach Absatz 4, dass Vermehrungsmaterial den Anforderungen des vorliegenden Erlasses nicht entspricht, so sorgt die Dienststelle oder die Kontrolleinrichtung dafür, dass der Versorger alle geeigneten Abhilfemaßnahmen ergreift; falls dies nicht möglich ist, verbietet die Dienststelle das Inverkehrbringen derartigen Materials innerhalb der Europäischen Union.

Erweist es sich, dass Vermehrungsmaterial, das von einem Versorger in Verkehr gebracht wird, die Anforderungen des vorliegenden Erlasses nicht erfüllt, so stellt die Dienststelle sicher, dass gegen diesen Versorger entsprechend vorgegangen wird.

Die Maßnahmen nach Absatz 2 werden so schnell wie möglich zurückgenommen, sobald mit hinreichender Sicherheit feststeht, dass das zur Vermarktung bestimmte Vermehrungsmaterial des betreffenden Versorgers künftig die Anforderungen und Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllt.

Die Dienststelle führt Prüfungen oder gegebenenfalls Tests an Proben durch, um festzustellen, ob das Vermehrungsmaterial die Anforderungen und Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllt.

**Art. 18** - Das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial, das die Anforderungen und Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllt, darf hinsichtlich der Versorger, der Qualität, des Pflanzenschutzes, der Kennzeichnung und der Verpackung keinen anderen Beschränkungen unterworfen werden, als sie in dem vorliegenden Erlass festgelegt sind.

**Art. 19** - Gemäß den Bestimmungen von Artikel D.17 § 1 des Gesetzbuches genannt, verfügt die Person, die Gegenstand einer auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses getroffenen Entscheidung ist, über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Zustellung der Entscheidung, um bei dem Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz eine Beschwerde einzureichen.

In Anwendung von Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer auf seinen Antrag hin durch den Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz oder dessen Stellvertreter angehört werden.

In Anwendung von Artikel D.17 § 3 wird eine Kopie der Beschwerde und des angefochtenen Beschlusses vom Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz gleichzeitig mit der Entscheidung an die Person übermittelt, die die Beschwerde bei dem Dienst eingereicht hat.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

**Art. 20** - Die bei einer zugelassenen Kontrolleinrichtung gemäß Artikel 4 Absatz 2 registrierten Versorger werden von der Vergütung befreit, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Gebühren und Vergütungen, die für die Durchführung der im Zusammenhang mit der Kontrolle der Erzeugung und des Inverkehrbringens des Saat- und Pflanzguts getroffenen Maßnahmen geschuldet werden (in Anhang 2, Tabelle 2, sechste Zeile).

**Art. 21** - Der Königliche Erlass vom 21. Dezember 1999 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial von Zierpflanzen wird aufgehoben.

**Art. 22** - Mit dem Inkrafttreten der ersten Ministeriellen Erlasses zur Ausführung der Artikel 9 § 4, 12 Absatz 3 und 13 Absatz 3 wird Folgendes aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 zur Bestimmung der Anforderungen an Vermehrungsmaterial bestimmter Gattungen oder Arten von *Palmae* im Hinblick auf *Rhynchophorus ferrugineus* (Olivier);

2° der Ministerielle Erlass vom 19. Februar 2000 zur Festlegung der Tabelle mit den Anforderungen an Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Zierpflanzenarten, mit Durchführungsvorschriften für die Überwachung und Überprüfung von Versorgern des genannten Materials, ihrer Einrichtungen und der Labors, zur Zulassung der Labors und zur Festlegung der zusätzlichen Durchführungsvorschriften für die Verzeichnisse der vorerwähnten Pflanzensorten, die von den Versorgern geführt werden.

**Art. 23** - Die Artikel D.68 bis D.79 des Kapitels 2 des Titels 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft treten in Kraft.

**Art. 24** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Anwendung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung,  
Der Ministerpräsident,  
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und  
Vertreter bei der Großregion,  
R. COLLIN

## VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202429]

#### 4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van siergewassen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.17 en D.134, leden 1, 2°, 6°, 8° en 9°;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1999 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van siergewassen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 tot vaststelling van de eisen waaraan het teeltmateriaal van bepaalde geslachten of soorten van *Palmae* moet voldoen betreffende *Rhynchophorus ferrugineus* (Olivier);

Gelet op het ministerieel besluit van 19 februari 2000 tot vaststelling van de schema's met de voorwaarden waaraan het teeltmateriaal van siergewassen en siergewassen moeten voldoen, van de uitvoeringsbepalingen met betrekking tot het toezicht op en de controle van leveranciers van deze materialen, van hun bedrijven en van de laboratoria, van de erkenning van de laboratoria en van bijkomende uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de door leveranciers bij te houden lijsten van rassen van bovenvermelde gewassen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2018;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 22 november 2018;

Gelet op het rapport van 7 november 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 20 maart 2019;

Gelet op advies nr. 65.009/4 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit is de omzetting van Richtlijn 98/56/EG van de Raad van 20 juli 1998 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van siergewassen, hierna Richtlijn 98/56/EG genoemd.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° teeltmateriaal : een plantaardig materiaal bestemd voor de teelt of de productie van siergewassen;

2° teelt : de vegetatieve reproductie of een ander type reproductie;

3° leverancier : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die zich uit hoofde van zijn beroep bezighoudt met het in de handel brengen of invoeren van teeltmateriaal;

4° commercialisering : de verkoop, met inbegrip van het ter beschikking of in voorraad houden, het tentoonstellen voor de verkoop, het te koop aanbieden of de levering door een leverancier aan een andere persoon;

5° de partij : een aantal eenheden van een uniek product, identificeerbaar door zijn homogene samenstelling en oorsprong;

6° Wetboek : het Waals Landbouwwetboek;

7° de Dienst : de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de administratie;

8° de fytolicentie : het certificaat vereist voor de distributeurs, voorlichters en gebruikers van gewasbeschermingsmiddelen, zoals omschreven in artikel 2, 11°, van het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

In het geval van productie verwezenlijkt vanuit volledige planten is de in lid 1, 1°, vermelde omschrijving enkel van toepassing voor zover het geproduceerd siergewas bestemd is om in de handel te worden gebracht.

**Art. 3.** § 1. Dit besluit betreft het in de handel brengen van teeltmateriaal van siergewassen.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing :

1° op het materiaal waarvan bewezen is dat het bestemd is voor de uitvoer naar landen die geen deel uitmaken van de Europese Unie, indien zij als dusdanig geïdentificeerd zijn en voldoende geïsoleerd zijn;

2° op het materiaal waarvan de producten niet voor sierdoeleinden bestemd zijn, indien zij onder andere communautaire wetgeving betreffende het in de handel brengen van dergelijk materiaal vallen.

§ 3. De Minister kan, overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie, beslissen dat een deel of het geheel van de vereisten bedoeld bij dit besluit niet van toepassing zijn op zaaizaad van bepaalde soorten of groepen planten wanneer het bestemd is voor de productie van nieuw teeltmateriaal en er geen significant verband bestaat tussen de kwaliteit van dit zaaizaad en die van het daaruit geproduceerde materiaal.

#### HOOFDSTUK II. — *Controle-instelling*

**Art. 4.** De Dienst wordt aangewezen als officiële verantwoordelijke instelling in de zin van artikel 2, 4), van Richtlijn 98/56/EG.

De in artikelen 16 en 17, lid 1, vermelde controletaken worden aan controle-instellingen toevertrouwd.

De controle-instellingen bedoeld in het tweede lid worden door de Minister erkend.

De in lid 2 vermelde controle-instellingen zijn publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen die uitsluitend belast zijn met specifieke opdrachten van openbaar nut en die geen eigen voordeel halen uit het resultaat van de maatregelen die zij nemen.

Bij gebrek aan een in lid 2 bedoelde erkende controle-instelling voert de Dienst de controleopdrachten vermeld in artikelen 16 en 17, eerste lid, uit.

**Art. 5.** § 1. Om erkend te worden moet de in artikel 4, lid 2, controle-instelling :

1° haar erkenningsaanvraag aan de Dienst richten;

2° over een geldige erkenning beschikken die toegekend is hetzij overeenkomstig artikel 3, § 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 betreffende de geïntegreerde gewasbescherming, hetzij overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende autocontrole, meldingsplicht en traceerbaarheid in de voedselketen;

3° over een personeel beschikken dat gekwalificeerd is om controles uit te voeren en dat een diepe kennis geniet van de voorwaarden bepaald in dit besluit;

4° over een kantoor beschikken op het grondgebied van België waaruit de controles van de leveranciers georganiseerd worden en waar het volledige register van de uitgevoerde controles beschikbaar is;

5° een natuurlijke persoon aanstellen die verantwoordelijk is voor het geheel van de in het kader van dit besluit uitgevoerde controles en voor het contact met de Dienst.

§ 2. De erkenningsaanvraag houdt het volgende in :

1° de benaming, de maatschappelijke zetel van de controle-instelling en de lijst van de bestuurders;

2° het bewijs van haar erkenning bij het FAVV;

3° het adres van het in paragraaf 1, 4°, bedoelde kantoor;

4° de identiteit van de personeelsleden belast met de controles alsook een afschrift van alle inlichtingen in verband met de in paragraaf 1, 3°, bedoelde nuttige ervaring;

5° de identificatie van de in paragraaf 1, 5° bedoelde natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het geheel van de uitgevoerde controles;

6° een verklaring op erewoord dat de voorwaarden bepaald in artikel 7 nauwkeurig nageleefd worden.

Wanneer de controle-instelling over een geldige erkenning beschikt die toegekend is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 betreffende de geïntegreerde gewasbescherming, maakt ze enkel de in lid 1, 3° tot 6°, vermelde inlichtingen over.

De Minister kan de inhoud van de erkenningsaanvraag wijzigen.

De Dienst is de overheid belast met het beheer en het bewaren van de in paragraaf 2 bedoelde gegevens. De gegevens worden bewaard voor communicatiedoeleinden tussen de overheid en de controle-instelling alsook voor controledoeleinden. Zij worden bewaard zolang de controle-instelling haar erkenning behoudt en voor een periode van maximaal tien jaar nadat de controle-instelling haar activiteiten gestaakt heeft of haar erkenning verloren heeft.

**Art. 6.** § 1. Om haar erkenning te behouden, moet de controle-instelling :

1° de bij dit besluit bedoelde controles uitvoeren;

2° een lijst bijhouden :

a) van de leveranciers die bij de controle-instelling geregistreerd zijn;

b) van de leveranciers die door de controle-instelling gecontroleerd zijn;

3° een register van de uitgevoerde controles bijhouden waarin worden opgenomen :

a) de aard, de datum en het resultaat van de controle;

b) alle gegevens betreffende de naleving van de productie- en commercialiseringsvoorwaarden opgenomen in dit besluit;

c) de naam van de controleur;

4° elke documentatie met betrekking tot de geregistreerde leveranciers ter beschikking van de Dienst houden;

5° de Dienst onmiddellijk informeren over elke belangrijke wijziging in haar structuur, personeel en organisatie wat betreft de activiteiten die aan de erkenning onderworpen worden;

6° de toegang tot het controlesysteem verzekeren aan elke leverancier die de bepalingen van dit besluit naleeft, zich registreert en zijn bijdrage in de controlekosten betaalt;

7° geen enkele informatie ter beschikking van derden stellen die in het kader van de controleopdrachten ingezameld is en die afkomstig is van de Dienst of de gecontroleerde leveranciers, behalve schriftelijke toelating van de leverancier die aan de basis van de informatie is;

8° de Dienst onmiddellijk informeren van elke inbreuk op de bij dit besluit bedoelde verplichtingen van de leveranciers vastgesteld bij de controles;

9° haar personeel die de controles uitvoert toelaten om aan een bijscholing georganiseerd door de Dienst deel te nemen;

10° bijkomende controles naast de driejaarlijkse controle bedoeld in artikel 16 uitvoeren.

De controle-instelling deelt de Dienst een elektronische versie mee van de lijst van de leveranciers bedoeld in het eerste lid, 2°, van het register van de controles bedoeld in het eerste lid, 3°, en van de resultaten van de uitgevoerde controles alsook van een samenvattend verslag van die controles, uiterlijk op 31 maart van elk jaar.

§ 2. De inhoud van de lijst bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 2°, bevat het volgende :

1° haar registratienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en, indien ze erover beschikt, het registratienummer bij het Geïntegreerde beheers- en controlesysteem (G.B.C.S.);

2° haar naam in hoofdletters en haar voornaam of die van de verantwoordelijke wanneer het om een bedrijf gaat, haar adres, alsook in voorkomend geval, haar telefoon- en gsmnummer, faxnummer en emailadres;

3° in voorkomend geval het nummer van het certificaat van fytolicentie van de personen die er houder van zijn.

De Minister kan de inhoud van de lijst bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 2°, wijzigen.

§ 3. De erkende controle-instelling voert procedures uit om de integriteit van de gegevens bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 2° tot 4°, te beschermen, en om de vrijwaring ervan in stand te houden wanneer ze onder digitaal formaat bewaard worden.

§ 4. De controles bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 10°, worden steekproefgewijs uitgevoerd bij minstens tien percent op jaarbasis van de gebruikers die tijdens de twee vorige jaren door de instelling gecontroleerd werden. De keuze van de te controleren exploitaties of bedrijven wordt steekproefgewijs gemaakt of kan worden bepaald aan de hand van een door de instelling uitgevoerde risicoanalyse.

De bijkomende controle wordt aan de gebruiker aangekondigd tijdens de twee tot vijf werkdagen die eraan voorafgaan.

§ 5. De controle-instelling is verantwoordelijk voor het beheer en het bewaren van de gegevens van de in paragraaf 1, lid 1, 2°, bedoelde lijst. Ze bewaart die gegevens voor een periode van maximaal tien jaar voor controledoelstellingen, overeenkomstig dit besluit. De Dienst is de overheid belast met het beheer en het bewaren van de gegevens van de lijst bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 2°. De Dienst bewaart die gegevens voor controle- en traceerbaarheidsdoelstellingen overeenkomstig de geldende Europese regelgevingen. Ze worden voor een periode van maximaal tien jaar bewaard.

**Art. 7.** § 1. De erkende controle-instellingen worden onderworpen aan de controle van de Dienst. De directeur van de Dienst kan elke nuttige informatie zowel aan de controle-instelling als aan de leveranciers vragen. De Dienst gaat na of de controle-instelling aan de in artikel 6 vermelde eisen voldoet.

§ 2. De directeur van de Dienst deelt de controle-instelling via elk middel dat een vaste datum verleent, overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, een verslag mee omtrent de vastgestelde tekortkomingen, indien :

1° de in paragraaf 1 bedoelde verificatie aantoont dat de controle-instelling niet aan de in artikel 6 vermelde eisen voldoet;

2° de instelling de door de directeur van de Dienst gevraagde inlichtingen of bewijsstukken binnen de voorgeschreven termijn weigert te verstrekken;

3° de controles belemmerd of belet worden door de controle-instelling.

§ 3. Binnen twee maanden na ontvangst van het in paragraaf 2 bedoelde verslag verstrekt de controle-instelling de Dienst, door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, een voorstel van corrigerende maatregelen en een termijn voor de tenuitvoerlegging ervan.

Op basis van het in lid 1 bedoeld voorstel neemt de directeur van de Dienst een beslissing omtrent de corrigerende maatregelen en de termijn voor de tenuitvoerlegging ervan. Hij deelt de beslissing binnen 30 werkdagen aan de controle-instelling mee.

§ 4. Indien de controle-instelling de corrigerende maatregelen niet uitvoert binnen de termijn bepaald bij de beslissing bedoeld in paragraaf 3, lid 2, maant de directeur van de Dienst die aan zich tegenover de Dienst te verantwoorden, door middel van een verzending met een vaste datum in de zin van artikel D.15 van het Wetboek. Indien de Dienst de geleverde rechtvaardiging aanvaardt, krijgt de controle-instelling een uiterste termijn opgelegd om de corrigerende maatregelen uit te voeren.

§ 5. De Minister kan de erkenning intrekken indien de Dienst de rechtvaardiging niet aanvaardt of indien de controle-instelling de corrigerende maatregelen in de termijn bepaald bij de in paragraaf 4 bedoelde beslissing niet uitvoert. De directeur van de Dienst brengt de controle-instelling op de hoogte van dit voorstel.

§ 6. In afwijking van artikel 19 besluit de Minister om de erkenning al dan niet in te trekken. De intrekking van de erkenning wordt aan de controle-instelling meegedeeld via verzending die vaste datum verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek, met vermelding van de beroepsmogelijkheden. De intrekking wordt bekendgemaakt op de website van het Portaal landbouw.

Tegen de beslissing van de Minister kan overeenkomstig artikel D.17, § 1, van het Wetboek binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing beroep worden aangetekend bij de Regering.

Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek kan de aanvrager op zijn verzoek door de Regering of een van haar vertegenwoordigers gehoord worden.

§ 7. In geval van intrekking van de erkenning stelt de controle-instelling alle geregistreerde leveranciers, zowel individueel als via haar website, op eigen kosten en onmiddellijk, in kennis van de officiële beslissing. In het bijzonder wordt hun aandacht gevestigd op de dringende noodzaak om door een andere controle-instelling gecontroleerd te worden. Binnen twee maanden na de kennisgeving van de intrekking maakt zij zonder kosten hun dossiers over aan de nieuwe controle-instellingen waarbij de leveranciers zich registreren.

De dossiers vermeld in het eerste lid van dit artikel houden het volgende in :

- 1° de nodige inlichtingen vermeld in artikel 6, § 2, betreffende de leverancier;
- 2° de registratiedatum bij de controle-instelling;
- 3° de datums waarop de leverancier gecontroleerd werd;
- 4° de verslagen en resultaten van de controles van de leverancier;
- 5° de lijst gewassen die bij het bedrijf van de leverancier aanwezig zijn.

HOOFDSTUK III. — *De voorwaarden van toepassing op het teeltmateriaal*

**Art. 8.** Leveranciers brengen enkel teeltmateriaal in de handel indien het aan de eisen van dit besluit voldoet.

Het eerste lid is niet van toepassing op het teeltmateriaal bestemd voor :

- 1° experimentele of wetenschappelijke doeleinden;
- 2° kweekarbeid;
- 3° het behoud van de genetische diversiteit.

Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie bepaalt de Minister, in voorkomend geval, de in lid 2 vermelde uitvoeringsmodaliteiten.

**Art. 9.** § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 moet het teeltmateriaal bij de commercialisering :

- 1° voornamelijk vrij zijn, althans volgens het visueel onderzoek, van schadelijke organismen die de kwaliteit ervan aantasten en vrij zijn van tekenen of symptomen van dergelijke organismen die de bruikbaarheid ervan verminderen;
- 2° voornamelijk vrij zijn van elk gebrek dat de kwaliteit ervan kan aantasten;
- 3° voldoende kracht en omvang hebben met betrekking tot de bruikbaarheid ervan als teeltmateriaal;
- 4° voldoende kiemkracht hebben in het geval van zaaizaad;
- 5° voldoende rasechtheid en -zuiverheid hebben wanneer het met betrekking tot een ras in de handel wordt gebracht, overeenkomstig artikel 13.

Elk teeltmateriaal dat zichtbare tekenen of symptomen van de aanwezigheid van schadelijke organismen vertoont, wordt op gepaste wijze behandeld of, in voorkomend geval, verwijderd.

§ 2. In het geval van teeltmateriaal van *Citrus*, dienen ook de volgende bepalingen nageleefd worden :

- 1° het is afgeleid van gecontroleerd prebasismateriaal dat geen symptoom van virus, mycoplasma of ziekte vertoont;
- 2° het werd gecontroleerd en is daadwerkelijk vrij van dergelijke virussen, mycoplasma of ziekte sinds het begin van de laatste vegetatiecyclus;
- 3° in het geval van enting werd het op onderstammen geënt die anders zijn dan de onderstammen die gevoelig voor viroïden zijn.

§ 3. In het geval van bloembollen is het teeltmateriaal rechtstreeks afgeleid van materiaal dat in het groeistadium is gecontroleerd en dat daadwerkelijk vrij is van schadelijke organismen en ziekten, alsook van de tekenen en symptomen van dergelijke organismen en ziekten.

§ 4. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister een fiche opstellen voor een bepaalde soort of geslacht met de bijkomende kwaliteitsvoorwaarden waaraan het teeltmateriaal bij de commercialisering moet voldoen. Een geslacht of soort wordt alleen in die fiche opgenomen indien bewezen is dat dergelijke bijkomende regels noodzakelijk zijn.

Om te bepalen of dit nodig is, zijn de volgende criteria van toepassing :

- 1° het bestaan van problemen in verband met de kwaliteit van het teeltmateriaal van de betrokken soort of het betrokken geslacht, die enkel door middel van wettelijke maatregelen toereikend opgelost kunnen worden;
- 2° het economische belang van het teeltmateriaal van de betrokken soort of het betrokken geslacht;
- 3° de samenhang met eventuele internationale normen met betrekking tot gereguleerde organismen die niet in quarantaine zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden van toepassing op leveranciers van teeltmateriaal*

**Art. 10.** De leveranciers zijn bij een erkende controle-instelling geregistreerd, bedoeld in artikel 4, lid 2. Om geregistreerd te kunnen worden, deelt de leverancier zijn aanvraag tot registratie aan de controle-instelling mee. Indien de leverancier van controle-instelling verandert, verwittigt hij de controle-instelling waarbij hij geregistreerd is en dient hij zijn aanvraag bij de nieuwe controle-instelling in. Op verzoek van de nieuwe controle-instelling geeft de vorige controle-instelling haar onmiddellijk alle gegevens die nodig zijn voor de voortzetting van de controleactiviteiten in verband met de leverancier die van controle-instelling verandert.

De leveranciers worden bij de Dienst officieel geregistreerd voor de activiteiten die zij krachtens dit besluit uitoefenen, onverminderd het eerste lid.

Leveranciers die krachtens het koninklijk besluit van 21 december 1999 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van siergewassen reeds geregistreerd zijn, worden voor de toepassing van dit besluit automatisch geregistreerd. Deze leveranciers dienen echter te voldoen aan de eisen van dit besluit.

De eerste en tweede leden zijn niet van toepassing op de leveranciers die enkel handel drijven met personen die zich niet beroepshalve bezighouden met de productie of verkoop van siergewassen of teeltmateriaal. Deze leveranciers dienen echter te voldoen aan de eisen van dit besluit.

**Art. 11.** De leveranciers die teeltmateriaal produceren :

- 1° identificeren en controleren kritische punten in hun productieproces die de kwaliteit van het materiaal beïnvloeden;
- 2° houden gegevens betreffende de in punt 1° bedoelde controle bij, die desgewenst door de Dienst of de controleinstelling waarbij ze geregistreerd zijn, geraadpleegd kunnen worden;

3° voeren in voorkomend geval bemonstering uit die in een laboratorium met de gepaste installaties en bevoegdheden onderzocht dienen te worden;

4° zorgen ervoor dat partijen teeltmateriaal tijdens de productie afzonderlijk identificeerbaar blijven.

Indien een schadelijke organisme vermeld in Richtlijn 2000/29/EG van de Raad van 8 mei 2000 betreffende de beschermende maatregelen tegen het binnenbrengen en de verspreiding in de Gemeenschap van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen op het bedrijf van een leverancier aangetroffen wordt, meldt de leverancier dit aan de Dienst en past alle door deze laatste voorziene maatregelen.

Wanneer het teeltmateriaal in de handel gebracht wordt, houden de geregistreerde leveranciers registers van hun aan- en verkopen gedurende minstens drie jaar bij.

Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie bepaalt de Minister in voorkomend geval de regels met betrekking tot de toepassing van het eerste lid.

#### HOOFDSTUK V. — *Commercialisering en etikettering van het teeltmateriaal*

**Art. 12.** Het teeltmateriaal wordt in partijen in de handel gebracht. Verschillende partijen kunnen evenwel in één enkele zending afgezet worden, op voorwaarde dat de leverancier een register bijhoudt van de samenstelling en oorsprong van de verschillende partijen.

Wat de afzet betreft wordt het teeltmateriaal vergezeld van een door de leverancier afgegeven etiket of ander document.

Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie bepaalt de Minister de voorschriften betreffende het etiket of document van de leverancier zoals vermeld in lid 2. Indien het gaat om de afzet van teeltmateriaal aan personen die zich niet beroepshalve bezighouden met de productie of verkoop van siergewassen of teeltmateriaal, kunnen de etiketteringsvoorschriften tot gepaste informatie over het product beperkt worden.

Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie bepaalt de Minister in voorkomend geval de voorschriften voor het verpakken van het teeltmateriaal.

Het eerste lid is niet van toepassing op het teeltmateriaal dat verkocht wordt aan personen die zich niet beroepshalve bezighouden met de productie of verkoop van siergewassen of teeltmateriaal.

**Art. 13.** Het teeltmateriaal mag alleen met betrekking tot een ras in de handel worden gebracht indien het betrokken ras :

1° hetzij wettelijk beschermd is uit hoofde van een kwekersrecht overeenkomstig de bepalingen betreffende de bescherming van nieuwe rassen en officieel geregistreerd is;

2° hetzij algemeen bekend is;

3° hetzij op een lijst bijgehouden door een leverancier opgenomen is, met gedetailleerde beschrijving en benaming.

Met betrekking tot lid 1, 3°, wordt deze lijst opgesteld in overeenstemming met aanvaarde internationale richtlijnen, indien ze van toepassing zijn. Deze lijst wordt aan de Dienst bekendgemaakt door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek.

Wanneer het teeltmateriaal in de handel wordt gebracht met betrekking tot een plantengroep eerder dan tot een ras zoals bedoeld in lid 1, vermeldt de leverancier de plantengroep om elke verwarring met een rasbenaming te voorkomen.

Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie bepaalt de Minister in voorkomend geval de bijkomende modaliteiten in verband met het opstellen van de lijst van de leverancier vermeld in lid 1, 3°.

#### HOOFDSTUK VI. — *Teeltmateriaal onder minder strenge voorwaarden*

**Art. 14.** In geval van tijdelijke onmogelijk te overwinnen moeilijkheden binnen de Europese Unie bij de levering van teeltmateriaal dat aan de voorschriften van dit besluit voldoet, kan de Minister overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie bepalingen aannemen om het in de handel brengen van teeltmateriaal aan minder strenge voorschriften te onderwerpen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Teeltmateriaal dat in derde landen geproduceerd is*

**Art. 15.** Een leverancier mag enkel teeltmateriaal uit een land dat geen lid is van de Europese Unie invoeren indien een Europese beslissing bepaalt dat het in dat land geproduceerde teeltmateriaal in alle opzichten garanties biedt die gelijkwaardig zijn aan die van teeltmateriaal dat overeenkomstig Richtlijn 98/56/EG geproduceerd is.

Bij gebrek aan de in lid 1 vermelde Europese beslissing mag teeltmateriaal enkel uit landen die geen lid zijn van de Europese Unie ingevoerd worden indien de leverancier die het teeltmateriaal invoert, er vooraf voor zorgt dat het in alle opzichten garanties biedt die gelijkwaardig zijn aan die van teeltmateriaal dat overeenkomstig Richtlijn 98/56/EG in de Europese Unie geproduceerd is, met name wat betreft kwaliteit, identificatie en fytosanitaire kenmerken.

De invoerder stelt de Dienst in kennis van het krachtens lid 2 ingevoerd materiaal en bewaart het schriftelijk bewijs van zijn contract met de leverancier van het derde land.

Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister in voorkomend geval de uitvoeringsbepalingen vaststellen met betrekking tot de te volgen procedure en de bijkomende voorschriften waaraan de invoer van teeltmateriaal uit landen die geen lid zijn van de Europese Unie moet voldoen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Controle*

**Art. 16.** De Dienst of de controleinstelling voert minstens om de drie jaar controles uit, en tenminste bij de leveranciers die handel drijven met personen die zich beroepshalve bezighouden met de productie of verkoop van siergewassen of teeltmateriaal, om na te gaan of zij voldoen aan de voorschriften van dit besluit. De Dienst of de controleinstelling kan ook monsters nemen om de conformiteit ervan te verifiëren. Tijdens de controle en het toezicht hebben de personeelsleden van de Dienst of van de controleinstelling op alle redelijke tijdstippen vrije toegang tot alle delen van de installaties van de leveranciers.

De uitvoerige toepassingsbepalingen van de officiële controles bedoeld in dit besluit worden in voorkomend geval door de Minister vastgesteld, overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie.



**Art. 17.** Wanneer bij de officiële inspectie bedoeld in artikel 16 of de proeven bedoeld in lid 4 blijkt dat het teeltmateriaal niet aan de voorschriften van dit besluit voldoet, zorgt de Dienst of de controle-instelling ervoor dat de leverancier elke gepaste maatregel neemt om dat te verhelpen of, als dit niet mogelijk is, verbiedt de Dienst de afzet van dat teeltmateriaal binnen de Europese Unie.

Indien blijkt dat het teeltmateriaal dat door een leverancier in de handel wordt gebracht niet aan de voorschriften van dit besluit voldoet, zorgt de Dienst ervoor dat gepaste maatregelen genomen worden tegen die leverancier.

Elke maatregel die overeenkomstig lid 2 genomen is, wordt ingetrokken zodra met voldoende zekerheid is vastgesteld dat het teeltmateriaal bestemd voor afzet door de leverancier in de toekomst aan de voorschriften van dit besluit voldoet.

De Dienst voert proeven of, in voorkomend geval, tests uit op monsters om na te gaan of het teeltmateriaal aan de voorschriften en voorwaarden van dit besluit voldoet.

**Art. 18.** Het in de handel brengen van teeltmateriaal dat aan de voorschriften van dit besluit voldoet, wordt aan geen enkele beperking onderworpen wat betreft de leverancier, de kwaliteit, de fytosanitaire aspecten, de etikettering en de verpakking, behalve die bedoeld in dit besluit.

**Art. 19.** Iedere persoon die bij een krachtens dit besluit genomen beslissing betrokken is, kan binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing beroep aantekenen bij de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn overeenkomstig artikel D.17, § 1, van het Wetboek.

Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek kan de aanvrager op zijn verzoek door de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn of diens afgevaardigde gehoord worden.

Overeenkomstig artikel D.17, § 3, wordt een afschrift van het beroep en van de betwiste beslissing, samen met de beslissing, door de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn aan de persoon die bij de Dienst beroep aangetekend heeft, betekend.

#### HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

**Art. 20.** De leveranciers die bij een erkende controle-instelling zoals bedoeld in artikel 4, lid 2, geregistreerd zijn, zijn vrijgesteld van de retributie bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2017 houdende vaststelling van de rechten en retributies voor de uitvoering van de maatregelen getroffen in verband met de controle van de productie en de afzet van zaaizaad en plantgoed, in bijlage 2, tabel 2, zesde regel.

**Art. 21.** Het koninklijk besluit van 21 december 1999 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van siergewassen wordt opgeheven.

**Art. 22.** Op de datum van inwerkingtreding van het eerste ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 9, § 4, van artikel 12, lid 3, en van artikel 13, lid 3, worden het volgende opgeheven :

1° het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 tot vaststelling van de eisen waaraan het teeltmateriaal van bepaalde geslachten of soorten van *Palmae* moet voldoen betreffende *Rhynchophorus ferrugineus* (Olivier);

2° het ministerieel besluit van 19 februari 2000 tot vaststelling van de schema's met de voorwaarden waaraan het teeltmateriaal van siergewassen en siergewassen moeten voldoen, van de uitvoeringsbepalingen met betrekking tot het toezicht op en de controle van leveranciers van deze materialen, van hun bedrijven en van de laboratoria, van de erkenning van de laboratoria en van bijkomende uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de door leveranciers bij te houden lijsten van rassen van bovenvermelde gewassen.

**Art. 23.** De artikelen D.68 tot D.79, van hoofdstuk 2 van titel 3 van het Waalse Landbouwwetboek treden in werking.

**Art. 24.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering,  
De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202430]

**4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant mesures d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales en ce qui concerne les conditions auxquelles lesdits matériels doivent satisfaire, leur étiquetage et les listes des variétés tenues par les fournisseurs**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code de l'Agriculture l'article D.4 et l'article D.134, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales, les articles 9, § 4, 12, alinéa 3, et 13, alinéa 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2018;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 22 novembre 2018;

Vu le rapport du 7 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;